

# LA PERCEPTION DES RISQUES PAR LES ELUS LOCAUX

Rapport d'analyse qualitative

Octobre 2025

Isabelle.gulphe-lachaud- Directrice – Etudes qualitatives

Isabelle.gulphe-lachaud@ipsos.com

© Ipsos bva | Fondation Jean-Jaurès / Macif  
– Etude sur les risques auprès des Français  
et des Elus locaux | Septembre 2025 | Version  
1 | Public | Internal/Client Use Only | Strictly  
Confidential



# CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

# 01



# CONTEXTE DE L'ETUDE

La Macif et la Fondation Jean Jaurès ont souhaité réaliser une étude sur **la thématique des risques - et plus précisément les risques climatiques et naturels** - dans la perspective des élections municipales de 2026.

Les maires étant aux premières loges dans la gestion de ces risques, il paraissait important de prendre le pouls de l'opinion sur le sujet, pour nourrir les débats qui ne manqueront pas d'avoir lieu sur cette thématique lors du Salon des Maires de novembre 2025.

L'enquête réalisée par Ipsos bva permet ainsi de dresser **un état des lieux des perceptions des Français mais aussi des élus locaux** :

- Comment vivent-ils le risque ? Comment s'y préparent-ils ?
- Quelles sont leurs craintes ?
- A quel point y ont-ils directement été confrontés ?
- Quelle est leur capacité de résilience et d'adaptation ?
- *Pour les élus locaux* : comment perçoivent-ils les attentes de leurs administrés ? Comment y répondent-ils ? Quelles sont leurs principales contraintes sur ce sujet ?

L'enquête a donc été réalisée auprès des **décideurs locaux** (via un volet quantitatif et un volet qualitatif) et auprès du **grand public** (via une étude quantitative), avec un certain nombre de questions miroir destinées à mesurer les éventuels écarts de perception sur le sujet.

# METHODOLOGIE DU VOLET QUALITATIF

## Approfondissement qualitatif auprès **D'ELUS LOCAUX** et **AGENTS**

10 Entretiens en ligne d'une durée de 45 minutes environ

- 10 maires, DGS, Directeur technique ou élus en charge des questions environnementales/liées à la gestion des risques climatiques
- Issus de communes sur la France entière, exposées aux risques climatiques (en variant le type de risque climatique)
- Taille de communes également variée :
  - communes de moins de 3 500 habitants
  - communes de 3 500 à 10 000 habitants
  - communes de plus de 10 000 habitants

Entretiens **réalisés entre le 15 et le 26 septembre.2025**

Interviewé(s)	Spécificités de la commune
<b>Conseiller Municipal d'une ville côtière de 20500 habitants, également Vice-Président du Syndicat Départemental d'Énergie (22)</b>	Commune côtière qui fait face à la montée des eaux, recul progressif du trait de côte (falaise attaquée, parking menacé)
<b>Premier Adjoint au Maire d'un village de 350 habitants (08)</b>	Commune agricole avec un risque d'incendies mais un manque de moyens et d'équipement pour y faire face, présence de métabolites de pesticides dans l'eau et risque de coupure de l'approvisionnement en eau potable (commune Ardennaise).
<b>Maire d'une ville de 2400 habitants (19)</b>	Commune rurale, risque de sécheresse et d'incendies (résineux ont remplacé les feuillus), vigilance sur le maintien des ressources en eau
<b>Maire d'une ville de 1200 habitants, également Vice-Président de l'Agglomération (77)</b>	Commune rurale en milieu urbain, coulées de boue récurrentes (risque encore élevé), commune touchée par la tempête de 1999
<b>Conseiller Municipal d'une ville de 70000 habitants, également Vice-Président de l'Agglomération en charge de la transition écologique, membre du Conseil de la Prévention des Risques Technologiques et de celui d'AMORCE (95)</b>	Ville nouvelle construite avec des matériaux non étudiés pour les aléas climatiques, agglomération touchée par des inondations
<b>DGS et DGSA d'une ville de 19000 habitants ( 91)</b>	Commune encerclée par deux rivières, crue majeure en 2015-2016 et épisodes de canicule importants
<b>Maire Adjoint d'une ville de 11000 habitants, en charge de la transition énergétique et écologique, le patrimoine arboré et la forêt (92)</b>	Commune avec une large part de la superficie occupée par les forêts et par la présence de nombreux étangs
<b>Maire d'une ville de 20 000 Habitants ( 92)</b>	Commune située sur une colline, exposée à des risques climatiques liés aux fortes chaleurs /canicule et violents épisodes de pluie ( argile; glissement de terrain)
<b>DGS d'une ville de 15 700 habitants ( 49)</b>	Regroupement de territoires ruraux et intercommunalité de 120 000 Habitants. Sécheresses, chaleurs extrêmes & canicules
<b>Maire de la Commune d'Arques/ salarié de la Macif ( 62) 9500 habitants, interrogé à la demande de la Macif</b>	Commune du Pas-de-Calais qui a connu 3 inondations successives ( Novembre 2024 à Janvier 2025). Débordement du fleuve côtier Aa.

# LES ELUS ET LE RISQUE

# 02

R I S Q U E

# Préambule sur les cibles

- **La taille de la commune a un impact sur la manière d’appréhender la gestion des risques :**
  - **Les plus petites communes évoquent :**
    - le manque de moyens auquel elles font face pour étudier et prévenir les risques (ex. coût élevé des études sur la potabilité de l’eau, ou sur la réutilisation des eaux usées),
    - le problème de la centralisation des services pour y faire face (ex. réorganisation des SDIS en regroupements vers de grosses unités au détriment des petites casernes locales).
  - **Les grandes communes ont des moyens plus importants :**
    - sur le plan humain, avec des postes dédiés et experts au sein des collectivités, qui permettent une réflexion plus aboutie sur la gestion des risques,
    - sur le plan financier, avec des budgets qui permettent de mener des projets plus conséquents.
- **Le vécu d’un événement traumatisant influe sur la manière de percevoir et d’anticiper les risques :**
  - Avoir vécu un événement climatique important ancre la mémoire collective et aide à prioriser les actions et les investissements. Sans catastrophe marquante récente, la perception reste concrète mais plus apaisée ; on anticipe éventuellement à travers des actions préventives sans nécessairement avoir de vision très globale du risque (ex. commandes groupées de cuves de récupération d’eau, entraide agricole).
  - Là où le risque est inévitable (ex. recul du littoral), on ne peut pas nécessairement agir (Cas par exemple d’une commune pour laquelle le risque ne touchait pas les habitants directement : pas de logements à proximité du site concerné).
- **Le degré d’expertise des élus ou agents et leur sensibilité sur les problématiques environnementales influe aussi sur leur façon de penser les risques climatiques :**
  - Une grande partie de ceux qui ne parlent qu’au nom de leur commune aborde les risques climatiques surtout à travers des événements vécus localement, avec un discours pragmatique, centré sur la protection immédiate des habitants et du territoire.
  - Ceux qui sont également impliqués dans l’intercommunalité ou dans des instances environnementales développent une approche plus globale, stratégique et prospective : ils relient enjeux climatiques et sanitaires, ils insistent sur la nécessité de penser à long terme et perçoivent l’action collective comme indispensable (implication de l’intercommunalité, d’organismes publics, des associations locales). exemple du Plan Climat Energie évoqué au nouveau de l’intercommunalité.
  - La sensibilité aux questions de transition environnementale colore spécifiquement les postures et les discours à l’égard des risques et de leur prévention.

# Plusieurs types de risques perçus spontanément par les élus et agents locaux interrogés

## Risques climatiques

- Les risques climatiques sont évoqués spontanément par la plupart des répondants **comme une préoccupation majeure** pour leur commune. Ils prennent différentes formes : sécheresse et tension sur la ressource en eau, incendies agricoles ou forestiers, recul du trait de côté, canicule et îlots de chaleur, inondations, tempêtes...
- Certains ont un vécu plus ou moins traumatique d'événements survenus au cours des dernières années ou derniers mois : un vécu qui conditionne le degré de vigilance et d'anticipation à l'échelle locale. L'expérience concrète du risque façonne durablement la mémoire collective et les choix politiques locaux. Apparaît ainsi une « **culture du risque** »

## Risques sociaux et sécuritaires

- Ils apparaissent de façon récurrente dans les entretiens, prenant différentes formes : montée de la pauvreté et de la précarité, incivilités, délinquance, hausse de la consommation de drogue, insécurité routière, perte du collectif et de l'engagement associatif, désaffiliation vis-à-vis du service public et individualisme croissant...
- Certains évoquent des évolutions préoccupantes, et l'expérience concrète de ces transformations sociales (avec des incidents parfois marquants comme des émeutes, ou des violences contre les policiers) joue clairement un rôle sur les attentes des habitants, majeures dans certaines communes. Les élus peuvent mettre en place des actions de prévention pour tenter d'y répondre.

## Risques sanitaires

- Ils sont parfois évoqués, renvoyant à plusieurs thématiques : la pollution de l'eau, la difficulté d'accès aux soins avec le problème des déserts médicaux, la santé mentale.
- Certains évoquent des constats préoccupants, qui nourrissent une vigilance particulière, mais qui peut se heurter à un manque de moyens.

## Risques industriels

- Ils sont peu évoqués spontanément, mais apparaissent néanmoins comme des sujets pour quelques élus (installations qui sont ou pas sur leur commune, mais dans les alentours) : ICPE (parfois Seveso), méthaniseur, incinérateur d'ordure ménagères...
- Des expériences concrètes peuvent rester à l'esprit des élus ou DGS interrogés (incendie ayant provoqué des fumées sur la commune par exemple, ou pollution affectant les œufs), mais la marge de manœuvre reste faible, la gestion de ces sites étant hors de portée des mairies.

## Risques économiques

- Ils sont moins centraux mais présents en toile de fond : manque de budget pour les petites communes (difficultés pour mener à bien des projets), manque de main d'œuvre sur certains territoires, mémoire des emprunts toxiques, question du pouvoir d'achat (enjeu majeur pour les habitants)...
- Le souvenir des emprunts toxiques est présent à la mémoire de certains, amenant les collectivités à une grande vigilance quant à la gestion de leurs finances (pas de conséquences directes pour leur commune, mais un « cas d'école » pour rappeler la nécessité de bien définir ses choix financiers).

## Risques informatiques

- Ils sont évoqués par un DGS, sa ville ayant été touchée par une cyberattaque.
- C'est pour lui un risque majeur, qui pourrait amener à une perte de capacité opérationnelle, une privation de leur « *capacité à faire* », et qui a conduit la commune à mettre en place un Plan de Sauvegarde du Service Public et à renforcer le budget dédié à la protection des données.

## Risque « juridique et judiciaire »


- Au cœur du discours d'un élu et d'un DGS de l'échantillon et notamment l'angle de la responsabilité pénale des maires
- Ces interviewés font référence à la gestion quotidienne de la commune, avec un risque majeur : l'exigence croissante des administrés à l'égard des services fournis par la commune (cantine, gestion des équipements publics...).
- Ils représentent un enjeu pour les communes, qui s'ajoute à ceux sur lesquels les habitants s'expriment (ils n'ont pas conscience des « affaires internes » des collectivités).

# Verbatim : la place du risque dans la vie des élus



*Le risque, il est quotidien, c'est la responsabilité pénale du maire, dans tous les actes qu'on peut signer du main au soir, dans l'action municipale à chaque fois on risque d'engager notre responsabilité pour tout.. (Elu, 10 000 hab.)*

# Verbatims : les différents risques perçus spontanément

 Un village comme le nôtre ne peut vivre qu'avec les associations, mais elles sont en train de se perdre au fur et à mesure, parce que la société évolue vers l'individualisme, les gens vont plus s'engager dans l'association ou même dans la commune. Pareil pour les pompiers, le SDIS veut concentrer les pompiers volontaires vers des grosses unités, il n'y aurait plus de petites casernes dans les petits villages, et ça, ça démotive ceux qui voulaient s'engager dans leur village. Et c'est un enjeu important parce que si on a plus de pompiers volontaires, il n'y a plus de pompiers. Et ça peut devenir inquiétant en termes de sécurité. (Elu, 350 hab.)

La mairie n'a pas tout le périmètre pour répondre à tout et du coup il y a un risque de « désaffiliation au collectif de la vie d'un territoire » (...) Le repli sur soi et le 'faire société' sur un territoire, c'est un des risques que je rajoute (...) Venir filer un coup de main à la fête du truc qui va permettre de récolter des fonds, ça se délite petit à petit.». (DGS, 19000 hab.)

Aujourd'hui Waze fait passer les gens par notre ville mais les routes ne sont pas faites pour autant de trafic. A l'époque les maisons étaient construites en bord de route. On limite les gros tonnages parce que sinon ça nous casse nos routes et nos ponts (...) Et comme la ville devient plus connue, on a une hausse des cambriolages. (Elu, 1200 hab.)

A quelques kilomètres il y a plusieurs ICPE qui peuvent présenter des dangers, et les ordures ménagères qui brûlent, on peut avoir des retombées pour les poulaillers. Il nous arrive de recevoir une alerte de la préfecture concernant la non-consommation de ces œufs. (Elu, 1200 hab.)

On a détecté des métabolites dans l'eau. Le plus gros danger, c'est de fermer l'eau, de ne plus avoir accès à l'eau potable. Si demain les habitants n'ont plus d'eau c'est un coût sanitaire et économique, c'est un risque majeur. (Elu, 350 hab.)

J'ai une usine sur mon territoire avec du stockage de matières dangereuses, donc il y a un risque industriel et toutes les règles d'urbanisme en découlent

On a un petit budget de 70 millions d'euros mais il y a un risque financier, qu'on joue les apprentis sorciers comme il y a une dizaine d'années où tout le monde partait sur des emprunts super intéressants, la fameuse crise des emprunts toxiques pour les collectivités. Donc il faut qu'on forme nos personnels, qu'ils soient compétents et qu'ils aient la culture du respect des normes. (DGS, 19000 hab.)

On pense au risque juridique et judiciaire. Mine de rien on a 1200 repas par jour à fournir à 2200 enfants (...) Les parents veulent du bio, nous demandent d'où vient la viande etc. Le moindre écart, on va avoir un collectif, une association de parents d'élèves qui vont venir nous saisir (...) On est 325 agents en ville, il faut s'assurer que nos agents travaillent en sécurité, et que les usagers soient en parfaite sécurité ((DGS, 19000 hab.)

Il y a un risque qu'on doit gérer aujourd'hui, c'est la santé mentale (...) La ville est aujourd'hui un des derniers services publics ouverts (...) C'est-à-dire qu'aujourd'hui toutes ces personnes qui ne savent plus comment faire pour gérer leur ado, leur logement, une demande d'expulsion par le bailleur, ils se tournent tout de suite vers la commune. On reste sur la nécessité d'avoir un accueil ouvert, c'est cinq jours ou six jours sur sept avec quelqu'un au bout du téléphone ou quelqu'un en physique. Pour accueillir justement ces populations, et notamment des populations qui sont en fragilité sociale, fragilité psychologique. (DGS, 19000 hab.)

# Des habitants souvent focalisés sur les risques immédiats et tangibles

- **Pour les élus et DGS, les attentes des habitants varient selon leur profil social :**
  - si la question sécuritaire traverse l'ensemble des catégories sociales,
  - les classes populaires expriment principalement leurs inquiétudes autour du pouvoir d'achat et de la précarité,
  - alors que les classes plus aisées semblent plus réceptifs aux enjeux climatiques.
- Globalement, les inquiétudes exprimées par les habitants apparaissent assez proches de celles observées à l'échelle nationale. **Ils tendent à concentrer leurs préoccupations sur des risques susceptibles de les toucher personnellement et à court terme**, alors que d'autres risques, jugés importants par les élus et agents locaux, ne sont pas perçus avec la même intensité.
- **Dans ce contexte, les risques climatiques ne sont pas toujours appréhendés par les citoyens, parce que perçus comme lointains et peu visibles dans leur quotidien.**  
Un constat assez largement partagé est que les habitants sont souvent davantage focalisés sur des irritants du quotidien plutôt que sur l'anticipation des risques (problème de voiries; espèces d'arbres à remplacer; destruction de moustiques vs utilisation des pesticides)

Certaines spécificités locales existent néanmoins :

- dans les communes qui ont vécu des événements ayant particulièrement affecté le territoire (ex. coulées de boue, inondations) : crainte d'une récurrence
- dans certains territoires agricoles : les risques d'incendie suscitent une forte anxiété chez les agriculteurs, qui redoutent pour leurs cultures et leur matériel.

# Verbatims : regard des élus sur la perception des risques par les habitants



*Les gens nous demandent des caméras, une vidéosurveillance du domaine public (...) Ils parlent beaucoup du trafic de drogue (...) Le devenir de l'hôpital, le manque de médecins, de spécialistes, ça aussi ça ressort. Mais ça malheureusement c'est pas notre compétence, on ne peut pas trop intervenir là-dessus. Sur la consommation de drogues il y a bien une ou deux assistantes sociales en mairie mais il faudrait plus. Dans les petites villes c'est compliqué. (Elu, 20500 hab.)*

*Ca c'est la première chose : les vols, les atteintes à leurs biens, les voitures qui se retrouvent sur 4 Pavés parce qu'on leur a volé leurs pneus. (Elu, 1200 hab.)*

*Les trois grands sujets d'inquiétude aujourd'hui de nos concitoyens c'est l'emploi, le pouvoir d'achat, la sécurité, quel que soit le niveau social. (DGS, 19000 hab.)*

*La couche socialement la plus aisée pense que les risques autour de la question climatique sont relativement présents. Si on est sur des couches plus populaires, socialement moins aisées, je pense qu'on va tomber, comme partout, sur le risque du chômage, la fin de mois etc. (Elu, 70000 hab.)*

*En période de forte chaleur, vous avez de la rationalisation de l'eau, mais également des feux dans les cultures, des feux de moissonneuses batteuses, de tracteurs. Et ça je sais que c'est inquiétant pour l'ensemble des agriculteurs d'avoir leur matériel qui brûle de plus en plus avec le réchauffement climatique. Elu, 350 hab.)*

*Avec les arrêtés sécheresse, il y a une réflexion à anticiper pour continuer à arroser les espaces type terrains de foot/clubs de sport. Car les gens nous tombent dessus quand les terrains ne sont pas arrosés. Il y a une pédagogie à faire avec; car on peut s'interroger sur le niveau de conscience de la population (DGS, 16000 hab.)*

*Je ne sais pas comment on pourra faire pour accéder à la plage, le stationnement sera plus compliqué, mais là, pour le moment, les gens ne s'inquiètent pas. (Elu, 20500 hab.)*

# Au total, une forte tension pour les élus et leurs équipes

**La difficulté pour les élus réside donc dans un double impératif : répondre à des inquiétudes tangibles et immédiates, tout en continuant à anticiper des risques que les habitants n'ont pas encore tous intégrés, mais qui pourraient s'imposer à l'avenir, dans des contextes d'arbitrage budgétaire à expliciter.**



*Tenir compte du risque, anticiper les impacts économiques, organisationnels, il y a quand même des enjeux au travers de l'eau, donc la Loire les risques, inondations crues, des risques de cyanobactéries de qualité de l'eau, l'entretien des digues (DGS, 16 000 habitants)*

# FOCUS SUR LES RISQUES CLIMATIQUES

# 03

# Les risques climatiques : une réalité intégrée à la vie des collectivités

- **Les risques climatiques s'imposent d'emblée dans les discours des élus / DGS interrogés**, et sont abordés de deux manières différentes :
  - à travers un discours structuré par la mémoire d'événements vécus (le risque est avéré et déjà expérimenté)
  - ou à partir d'une conscience partagée (et/ou d'une sensibilité) - au-delà de leur territoire : un risque au cœur du débat public, même en l'absence d'événement marquant à l'échelle locale, et bien réel parce que leur territoire est vulnérable (zones agricoles ou forestières, rivières...).

Quelle que soit la façon dont ils abordent le sujet, **les risques climatiques sont considérés comme des risques incontournables**, la différence tenant surtout dans le ton, plus que dans le type de phénomènes évoqués (notamment la sécheresse, la canicule, les inondations) : un discours plus alarmé et incarné chez ceux qui ont vécu une « crise », plus distancié (mais réel) chez ceux qui en parlent « *comme tout le monde* » (sans vécu émotionnel ni preuves visibles, le risque reste abstrait et suscite moins fortement l'urgence).

Dans le cas d'une commune particulièrement frappée (3 inondations successives sur un temps court), le risque est intégré dans le quotidien; l'anticipation des conséquences et les actions de prévention constituent des **axes majeurs de la feuille de route** des équipes municipales.



*Notre ossature municipale interne de secours aux habitants a été totalement renforcée, et puis on a appris de nos erreurs.*

- **Le lien entre les différents phénomènes climatiques et le réchauffement est systématique.** Les élus / DGS n'y voient pas des événements isolés, mais plutôt le signe de risques futurs qui vont se répéter, et contre lesquels il faut savoir se préparer.

# Une réalité qui renvoie à trois grands types d'événements vécus (par les collectivités interrogées)

## Les événements soudains et traumatisants

- Inondations
- Coulées de boues
- Glissements de terrain
- › **Qui marquent la mémoire collective et alimentent un sentiment d'anxiété (parce qu'ils sont vus comme amenés à se répéter en raison du réchauffement climatique)**
- Tempête (datant de 1999, à l'époque sans lien établi avec le réchauffement climatique, alors que celui-ci pourrait aujourd'hui favoriser la survenue d'événements similaires)

## Les épisodes récurrents

- Canicules
- Sécheresse
- Petits incendies (sans conséquences graves)
- Débordement de rivières, cours d'eau et inondations à répétition
- › **Qui reviennent régulièrement, sont intégrés dans le « quotidien » des collectivités et nourrissent l'idée d'une fragilité des territoires.**

## Les phénomènes progressifs et structurels

- Recul du trait de côte
- Retrait-gonflement des argiles
- › **Qui ne sont pas perçus comme des « chocs » mais comme des transformations lentes qui inquiètent et qu'il faut prendre en compte.**

# Verbatims : les cas « d'évènements climatiques » vécus par les communes



*Les premières pluies de juin sont abondantes et génèrent des coulées de boues parce que le sol est lessivé et qu'il a fait sec. On est entourés par les champs de maïs, qui a un faible enracinement, les terres ne sont pas retenues. Les coulées de boues arrivent dans le village, on a ça de façon récurrente. (Elu, 1200 hab.)*

*On voit bien que le niveau du fleuve atteint des niveaux de sécheresse l'été de plus en plus importants. (Elu, 20500 hab.)*

*On est dotés de deux magnifiques rivières donc on est soumis à des risques de crues. (...) On a eu des inondations très conséquentes en 2015-2016, la ville a eu plus que les pieds dans l'eau (DGS, 19000 hab.)*

*Je sais qu'il y a eu un glissement de terrain pendant ce mandat, qui a provoqué une rupture de canalisation, avec des inondations très importantes, qui ont affecté des riverains (...) il y a eu aussi un affaissement d'un mur, des travaux d'une nouvelle résidence, la terre bouge (Elu, 11000 hab.)*

*Une résidence était complètement inondée, la première chose qui a pris c'est le parking (...) notre cimetière a été fortement abîmé, des tombes ont été abîmées. (Elu, 1200 hab.)*

*On a des épisodes de canicule avec des gens qui vivent dans des bâtiments qui sont mal isolés, qui ont très peu d'inertie thermique. C'est une ville nouvelle, début des années 70, les constructions ont été faites à l'époque en dehors de toute régulation thermique. On a beaucoup de dalles, c'était l'époque de la bagnole, ça veut dire imperméabilisation, on retrouve des risques d'inondations, ce sont des beaux capteurs solaires qui stockent bien la chaleur. (Elu, 70000 hab.)*

*Comme tout le monde, j'ai envie de dire. On a eu des petits incendies mais pas comme on peut voir dans le Sud. On assiste à un enrésinement progressif, c'est-à-dire la disparition des feuillus qui sont replantés en résineux. On essaye de lutter contre ça mais ça accroît le risque d'incendies compte tenu des sécheresses à répétition. (Elu, 2400 hab.)*

*Nous sommes sur un sol argileux donc de plus en plus nous constatons des fissures sur nos bâtiments, sur nos maisons, que nous n'identifions pas avant. (Elu, 1200 hab.)*

*Des problèmes de retrait et gonflement des argiles. Des maisons qui bougent, se fissurent (Elu, 20000 hab.)*

*Nous avons deux plages, sur une plage nous avons déjà la visibilité du recul de trait de côte avec une falaise régulièrement attaquée par la mer. (Elu, 20500 hab.)*

# Verbatims : le cas d'Arques, commune du Pas-de-Calais, victime de 3 inondations successives



**Le 6 novembre 2023**, lorsqu'on a été inondé, on a eu trois rues inondées, et le 6 novembre, il y avait beaucoup de quartiers qui étaient potentiellement inondables, pour lesquels ça a quand même tenu, ça a tenu en raison des grands travaux qui avaient été faits pendant 20 ans au préalable.

Le problème, c'est que cette accumulation de pluie qu'on a eue, c'est des volumes pluviométriques très, très forts, exceptionnels qu'on a eus sur des courtes périodes, il y a beaucoup de pluie depuis le mois de septembre, septembre, octobre, novembre, ça c'est sûr, énormément, mais on va dire qu'en novembre, décembre et début janvier, on a eu encore beaucoup de pluie.

À un moment donné, tout ce système d'endiguement n'a pas tenu, il n'était plus du tout adapté pour le volume de pluie qu'on a reçu. ,

**Le 11 novembre**, je pense que j'ai dû déclencher à 5 heures du matin l'alerte auprès des services, on a ouvert la salle le 11 novembre à 5 heures du matin, les élus sont allés dans la salle, les agents administratifs dans la salle, après tout le personnel technique était déjà avec les véhicules dans toutes les rues, pour que les habitants puissent protéger leur habitation.

Malheureusement, **le 3 janvier**, j'ai déclenché à nouveau le plan communal de sécurité, avec tous les services ouverture de salle, et là, c'était quand même encore 20 centimètres de plus d'eau dans la commune, par rapport aux inondations précédentes. Je suis arrivé à 33 rues inondées sur la commune, au mois de janvier, 33 rues et 400 maisons, (Elu, 10000 hab.)

# Un impact pour les communes, à plusieurs niveaux

## SUR LE PLAN MATÉRIEL

**Pour les habitants touchés par les inondations dans leur commune, les maisons ont pu subir des dégâts très importants.**

**Les événements entraînent des transformations visibles du territoire** : rues et infrastructures abîmées par les inondations, fissures sur les bâtiments / habitations, surchauffe et incendies sur du matériel agricole, affaissement de murs, rupture de canalisations...

**Avec un impact possible sur le plan sanitaire** : par exemple coulées de boues qui viennent de champs de cultures traitées, qui emportent avec elles des pesticides dans les maisons; cyanobactéries qui affectent la qualité de l'eau

**Les communes doivent réparer, se réadapter, anticiper** : plantation de haies, remise en état des fossés pour limiter le ruissellement, réfection des rues et des bâtiments abîmés, délocalisation d'infrastructures menacées; stocks de sacs de sable, palettes,

Mais elles font parfois face à des risques qu'elles ne peuvent pas contrer : ex. enrochement impossible pour éviter le recul de trait de côte, la falaise étant friable.

## SUR LE PLAN ORGANISATIONNEL

**Les événements climatiques peuvent mettre en avant des défaillances sur le plan de l'organisation.**

**Les communes sont alors amenées à repenser leurs façons de faire, et à mettre en place des outils nouveaux, à revoir leurs besoins :**

- **priorisation des actions** et des investissements
- **organisation interne** et dispositifs d'astreinte / cellule de crise
- vision plus globale et à long terme :
  - o mise en place d'un **Plan Communal de Sauvegarde/de Sécurité**
  - o **intégration dans la planification urbaine** de la prévention des crues, des canicules, des sécheresses (désimperméabilisation et végétalisation des cours d'école, îlots de fraîcheur...)
  - o **intégration des enjeux dans le PLUI** (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal)

## SUR LE PLAN PSYCHOLOGIQUE

Les événements sont ancrés dans la mémoire collective, rendant vivace une « culture du risque » et **ont renforcé la solidarité locale et certains comportements vertueux** (par ex. vigilance sur les économies d'eau).

De réels **traumatismes** des habitants dans le cas d'épisodes à répétition.

# Verbatims : les impacts sur les communes



*Un point positif, c'est la réflexion qui s'est mise en œuvre pour s'emparer du sujet de la naturalisation des espaces publics (...) on s'assure bien que l'eau puisse passer sous la ville, on réouvre l'Orge pour évacuer plus facilement les zones, on développe des cours oasis. Et c'est pas l'effet de mode lié au changement climatique, c'est vraiment le sujet de l'appréhension du risque, parce que l'expérience de la réalité, quand le risque est devenu réalité, avec des enjeux et des incidents et des dysfonctionnements majeurs. (DGS, 19000 hab.)*

*On a entièrement réécrit notre plan communal de sécurité qui n'était plus à jour, avec une réserve communale de sécurité civile, des gens qui s'engagent et les questions de responsabilité clarifiées; on a fait des stocks de sable et de parpaing; ouvert des salles dans des espaces non inondés pour accueillir les habitants, et les services de la mairie car on ne pouvait accéder à la mairie qu'en bateau; acheter des frigos et des microondes pour donner des repas; équiper la ville d'une sirène pour pouvoir prévenir tout les habitants en temps réel. (Elu, 10000 hab.)*

*L'inondation est un vrai sujet anxiogène, parce que ça a laissé des marques en ville et dans l'esprit, à la fois des élus mais aussi de l'administration et des administrés. (DGS, 19000 hab.)*

*Ces inondations ont vraiment marqué l'histoire du territoire, je vois encore des élus et des fonctionnaires encore traumatisés et je le sens dès qu'il pleut, on a un groupe Whatsapp d'astreinte, je sens tout de suite l'inquiétude 'est-ce que tu as vérifié avec la Préfecture?'. (DGS, 19000 hab.)*

*Quand l'agriculteur voit qu'il va pleuvoir il fait des épandages d'azote. Donc quand les coulées de boues arrivent chez les gens, ils se prennent aussi tout l'azote qu'il a épandu sur ses champs. (Elu, 1200 hab.)*

*Nous avons deux plages, sur une plage nous avons déjà la visibilité du recul de trait de côte avec une falaise régulièrement attaquée par la mer. Au-dessus d'une plage on a un parking, dans 10 ans il n'existera plus. (Elu, 20500 hab.)*

*Agriculteurs et habitants, ce sont des villages qui sont solidaires (...) Ils sont conscients de trouver des solutions collectivement, ils ne sont pas forcément tout le temps fataliste : il n'y a plus d'eau ? Bon, on cherche des solutions. Il y a un feu ? On cherche des solutions pour le calmer. (Elu, 350 hab.)*

*Une des particularités du monde rural c'est d'être très solidaire, de bien connaître les gens et d'être très solidaire. (Elu, 2400 hab.)*

*Je pense que dans les comportements, les gens stockent davantage l'eau pluviale. Pour faire leur jardin, pour arroser leurs plantes, et cetera. Donc il y a quand même dans les usages une évolution des mentalités prise en compte de la raréfaction de cette ressource, aussi bien chez les habitants que chez les élus. (Elu, 2400 hab.)*

# La gestion des événements climatiques : d'abord, des réponses immédiates

- **Lors des événements soudains, les élus et agents locaux décrivent une gestion dans l'urgence, réactive et pragmatique** : nettoyer, réparer, remettre en état rapidement et sécuriser. Les services techniques sont mobilisés, la population participe activement (voisins, associations, bénévoles), et des partenariats ponctuels peuvent se mettre en place avec les services départementaux ou des prestataires locaux. Dans une commune de l'échantillon, la participation volontaire des habitants n'a pas nécessairement été acceptée en raison des questions de responsabilité juridique de l' élu.
- **Dans des contextes de canicule ou de sécheresse, les communes se positionnent comme exécutantes des consignes préfectorales**. Elles mettent en place un suivi des personnes vulnérables, diffusent des messages de vigilance et relaient les alertes via leurs outils de communications (applications et publications locales).
- Quel que soit l'événement et le risque, il s'agit **d'apaiser la situation, de rassurer, de limiter les dégâts et de protéger les habitants**.



*Mobilisation générale des services publics, hospitalier, territorial, puis on fait de la mise à l'abri de la population. Ça dure une bonne semaine. Vous interrompez toutes les activités (...) vous ne faites rien d'autre que s'assurer que les populations sont mises à l'abri. (DGS, 19000 hab.)*

*Quand on n'a pas réussi à prévenir, quand c'est un cas de force majeure, on va dire, comme un affaissement de terrain, une rupture de canalisation, là, on est au plus proche. Ça, c'est l'avantage d'être une ville un peu à notre taille, puisqu'on peut tout de suite être réactif et proche des habitants, à leur écoute. (Elu, 11000 hab.)*

# Puis des mesures de prévention

- Une fois la phase d'urgence passée vient la phase de consolidation. Il s'agit de :

- Prendre des mesures concrètes pour limiter la répétition des événements, avec des actions de prévention qui s'inscrivent sur plusieurs types de registres :

**La protection des habitants :**  
suivi systématique des personnes vulnérables

**La sensibilisation :**  
information, alertes via les applications locales ou sirène, les bulletins municipaux, les réseaux sociaux, animation d'ateliers, interventions et actions dans les écoles

**La préservation des espaces verts :** réflexion autour des espèces à privilégier pour éviter les risques d'incendie

**L'adaptation des infrastructures :**  
anticipation des effets de la chaleur et / ou des risques d'inondations dans les bâtiments publics et les écoles (ex. rénovation thermique, construction sur pilotis), désimperméabilisation des sols, restriction sur les permis de construire...

**La mise en place d'aménagements de prévention :** batardeaux distribués, déchaumage pour faire des zones coupe-feu et éviter la propagation du feu en cas d'incendie, bassins de rétention pour contenir les coulées de boue, plantation de haies, réfection des fossés


**La sécurisation de l'approvisionnement en eau :**  
captages, lutte contre les fuites, recherche de nouvelles ressources, récupération des eaux de pluie

- **Renforcer la vigilance :** formalisation des procédures, estimation des investissements, intégration des risques dans la planification locale (Plan de Sauvegarde ou de Sécurité réactualisés), intégration de la prévention climatique dans le PLU / PLUI, réflexion autour de l'optimisation des services (ex. fonctionnement des astreintes en situation de crise, police de proximité).

- Dans le cas d'**événements extrêmes**, comme ceux qui ont touché la commune d'Arques, des opérations de relogement des habitants ou de rachat des maisons ont été mises en place, grâce à des dispositifs type Mirapi ou Fonds Barnier.

# Verbatims : « l'Après évènement climatique »

On va faire une liste des personnes isolées qui pourraient être atteintes d'une manière ou d'une autre par la canicule. (Elu, 350 hab.)

 Aujourd'hui on ne donne aucune autorisation de construire à moins de six mètres du cours d'eau (...) Dans notre PLU, il y a 20% de construction possible sur une parcelle, ça veut dire que vous laissez désimperméabilisé 80% de votre parcelle (Elu, 1200 hab.)

On réhabilite les groupes scolaires (...) on a un plan de cours végétalisées, de végétalisation de l'espace public. (DGS, 25000 hab.)

On a une application qui s'appelle Intramuros, j'ai un bon millier d'abonnés sur 2500 habitants. Et puis après il y a plus classiquement Facenook et les bulletins municipaux. (Elu, 2400 hab.)

On multiplie les canaux. Le numérique permet de faire de nouvelles choses, des vidéos, du podcast, on fait intervenir des prestataires extérieurs pour animer des ateliers de quartier. On a des conseils de quartier où la Maire ouvre la parole aux habitants. Même si parfois les élus désespèrent ils ne lâchent pas l'affaire. (DGS, 19000 hab.)

On informe, c'est même une information qui est l'information principale puisque ça faisait partie des orientations politiques du maire, c'est le fil rouge de la mandature. On explique pourquoi on met de l'argent sur des réhabilitations, à quoi ça sert, on informe beaucoup la population sur les risques et ce qu'on fait pour les combattre. (DGS, 25000 hab.)

On va augmenter nos réserves d'eau pluviale, on récupère l'eau de toiture sur les bâtiments communaux (Elu, 2400 hab.)

Voir comment on obtient rapidement des financements pour refaire les choses parce que les communes n'ont pas non plus des crédits ouverts à tout va. Les assurances n'interviennent pas forcément tout de suite, donc on fait des avances de fond, parfois même pour les autres collectivités. (DGS, 19000 hab.)

On a beaucoup plus protégé le patrimoine arboré en ville et renforcé aussi le PLU pour des nouvelles constructions, avec pour certains arbres, des remplacements, si un arbre est enlevé, on en remplace par deux ou par trois en fonction de sa taille. (Elu, 11000 hab.)

Le PCAET, on s'est inscrits dans ce plan avec plein d'actions, et ça va des pistes de vélo pour de la mobilité durable à des projets comme des jardins partagés où vous mettez à disposition des espaces, on est à la frontière du bien vivre ensemble, du mieux vivre ensemble, il y a un aspect solidarité sociale, mais aussi un aspect mieux vivre avec le réchauffement climatique. (Elu, 11000 hab.)

Sur l'aspect solidarité, par exemple, on a renforcé notre communication énormément pour les seniors par rapport aux périodes de canicule, pour la distribution d'eau, pour des numéros d'urgence, un système de voisins solidaire, où quelqu'un va pouvoir vous aider pour vos courses ou passer vous voir régulièrement pendant des épisodes de canicule.

# Des actions préventives qui peuvent se heurter à des freins

## Contraintes financières

Certains investissements sont lourds, notamment pour des bénéfiques qui ne sont pas visibles à court terme. Les élus / DGS sont contraints à des arbitrages avec les autres dépenses plus « urgentes » et visibles (qui répondent aux attentes des habitants : travaux de voirie, éclairage...).

La question se pose parfois d'un transfert de certaines compétences à des acteurs plus importants, pour avoir des agents experts et plus de moyens (ex. gestion de l'eau pour réaliser des études sur sa potabilité)

## Poids administratif et réglementaire

La multiplication des normes rend l'action locale complexe et chronophage, peu conciliable avec la réalité du terrain (effectifs réduits, difficulté à recruter des agents territoriaux)

## Incohérence perçue des choix politiques

Certaines décisions incarnent le choix d'une vision à court qui pénalise les communes (ex. regroupement des SDIS au détriment des casernes locales).

*J'ai vécu les deux périodes : le déni intellectuel et culturel des décennies passées dans un contexte d'opulence, on avait la capacité et les marges de manœuvre à faire des choses. Et aujourd'hui on est dans un contexte de prise de conscience plus ou moins forte, selon les élus, mais un contexte très compliqué sur le plan budgétaire. (Elu, 70000 hab.)*

*C'est long, parce qu'on n'a pas les financements et que le financement c'est le nerf de la guerre (...) Le jour où on aura plus de subventions on replantera plus facilement. (Elu, 1200 hab.)*

*L'horizon des prochaines décennies ne sera pas le même. Donc il faut ouvrir ses chakras et se dire qu'il y a des choses qui sont de l'ordre du possible. Et arrêter de construire le futur en regardant les yeux braqués dans le rétroviseur. Et ça c'est compliqué à expliquer aux gens. (Elu, 70000 hab.)*

*On nous demande beaucoup plus de paperasse administrative. Dans la commune, on est 9 au conseil, et tout le monde travaille. Moi je suis étudiant, je fais d'autres activités, ça nous prend beaucoup de temps pour mener des études sans forcément payer des solutions (...) Je ne comprends pas le système des subventions, c'est chronophage pour les petites communes, c'est du temps perdu inutilement. Parfois la secrétaire est en larmes, elle croule sous les demandes de subventions, on a d'autres problématiques qui n'attendent pas, la paperasse on aimerait bien s'en débarrasser. (Elu, 350 hab.)*

*On a des gens qui sont aujourd'hui des spécialistes dans leur domaine, qui sont capable de prendre de la hauteur, analyser, faire de la revue de presse... Mais le problème c'est le risque d'érosion des candidats à la fonction publique, le service public territorial attire moins. (DGS, 19000 hab.)*

*La Région Ile de France a les moyens d'avoir 4 ou 5 ingénieurs qui font du rapport toute la journée, nous on compte le moindre agent qui travaille dans cette mairie, on n'a pas de masse salariale extensive. (DGS, 19000 hab.)*

*A Paris on nous dit qu'il y a trop de casernes avec peu de pompiers. Ils disent que ça leur coûtera moins cher d'avoir une grosse caserne. Ca, c'est une vision économique à court terme. A long terme je pense que c'est erroné, il faut maintenir les petites unités pour donner envie d'être pompier volontaire. C'est la même chose pour les gendarmes. (Elu, 350 hab.)*

# Un degré inégal d'engagement des habitants sur la question des risques climatiques

- **Les habitants savent faire preuve de solidarité en cas de crise** : l'élan collectif fonctionne bien en situation de choc.
- **Ils sont conscients des effets du réchauffement climatique, mais ne se montrent pas toujours très sensibilisés à la question des risques (cf. supra)**:
  - au-delà des actions aujourd'hui intégrées de réduction des émissions de CO2, de tri ou d'utilisation du vélo par exemple,
  - **le sujet n'anime pas toujours, et d'autres thématiques sont perçues comme prioritaires** (le coût de la vie, de l'énergie, la mobilité...). Les citoyens engagés se font rares selon les élus, et ceux qui s'investissent semblent être « *toujours les mêmes* »
  - **Néanmoins, dans certaines communes particulièrement engagées, avec un niveau socioculturel favorisé (une collectivité au sein de l'échantillon), les habitants se montrent plus sensibilisés**, et peuvent se mobiliser via des outils participatifs mis en place par la Mairie (plateforme de démocratie participative, sollicitée par exemple pour l'appel à volontaire pour le Plan Communal de Sauvegarde), via des comités de quartier, des réunions publiques avec l'ONF, des enquêtes et ateliers autour du PLUI.
  - **Dans les communes rurales, les agriculteurs – qui sont des acteurs de la prévention des risques climatiques – sont parfois difficiles à mobiliser sur le sujet, leurs pratiques étant bien ancrées** ; néanmoins, les risques sont parfois pris en compte, et certains modifient leurs façons de faire pour anticiper essayer de prévenir les risques d'incendies, ou d'inondations par exemple (ex. modification du sens des stries dans les champs pour contenir au mieux les coulées de boues)

→ **Un enjeu de mobilisation fort pour les collectivités**

# Verbatims : l'engagement des citoyens



*Pendant la tempête, tout le monde s'y est mis, il y a eu un grand élan de solidarité, tout le monde est allé tronçonner les voies d'accès pour libérer de l'espace pour les pompiers. (Elu, 1200 hab.)*

*Avant on n'avait pas ce problème de chaleur urbaine, aujourd'hui quand il fait très chaud on se rend compte qu'on n'a pas un espace d'ombre dans une rue. C'est un vrai sujet. Les enfants s'en sont rendus plus compte que les adultes (en général eux ils sont en voiture)(Elu, 1200 hab.)*

*Ils râlent, ils disent 'on a chaud, on a chaud', mais c'est pas encore monté en puissance, on n'a pas encore de collectifs, mais on sent bien qu'avec les événements se répétant de plus en plus fréquemment c'est quelque chose qui va arriver. (Elu, 70000 hab.)*

*L'administré n'est plus un administré, c'est un client qui est plus ou moins satisfait du service qu'on lui rend. On est devenu d'une certaine façon le « BHV des habitants ». Ils ne sont pas dans la volonté de 'Mettez de la prévention', ils veulent que le problème n'arrive pas. La prévention, la sensibilisation, il s'en fout, la seule chose qui l'intéresse c'est le résultat (...) Les habitants vous disent 'c'est joli, c'est super parce que c'est du développement durable, c'est le retour de la nature en ville', mais ils vous font une lettre de 4 pages pour vous expliquer qu'ils ne peuvent plus se garer comme avant. (DGS, 19000 hab.)*

*Face à l'adversité l'humain va se réunir, mais en amont, quand on va lui dire 'venez à cette réunion pour travailler avec nous sur comment on peut construire des solutions', on aura toujours Mme Michu, qui n'a que ça à faire dans la vie, et Mr Raymond, qui n'a aussi que ça à faire le soir. (...) La démocratie athénienne, tout le monde la veut, mais personne n'y vient. (DGS, 19000 hab.)*

*Une partie des gens se dit 'de toutes façons on va continuer comme aujourd'hui et il n'y a pas de problème, la planète n'est pas finie'. Après il y a une partie de la population dans les réunions de concertation, on voit toujours les mêmes personnes. A titre d'exemple, un jour j'ai dit à une connaissance, ancien président du Giec, qu'on allait organiser une conférence sur le climat. Résultat : 30 personnes dans la salle de conférence. Et encore, sur les 30, il y en avait 29 que je connaissais, qui n'étaient plus à convaincre. (Elu, 70000 hab.)*

*Nous voyons qu'ils sont très sensibles, nous avons une plateforme de démocratie participative, on est pas loin de 1 000 inscrits, qui nous permet d'interroger et de solliciter les habitants, pour leur poser des questions, des questionnaires, typiquement sur le plan communal de sécurité, le PCS, les volontaires se sont manifestés, on a utilisé cette plateforme, pour avoir plus de volontaires en cas d'appel à des habitants, pour se mobiliser (...) À notre initiative, on demande à l'ONF de venir en réunion publique pour présenter leur mission, ça, ça fonctionne très bien (...) Je vous parlais aussi du PLUI, il y a eu des enquêtes et des ateliers où les habitants pouvaient participer aussi, l'item démocratie participative permet vraiment de récolter, et d'être au plus proche des préoccupations, des envies aussi. (Elu, 11000 hab.)*

*L'agriculteur, ça fait 70 ans qu'il fait comme ça, il ne voit pas pourquoi il changerait aujourd'hui. Mais il change le sens des cultures, avant les stries étaient dans le sens de la descente. Aujourd'hui, les quatre ou cinq derniers rangs, il est fait dans l'autre sens, ce qui ralentit en fait finalement les coulées de boue, et puis la descente de la terre. (Elu, 1200 hab.)*

# Une intervention possible d'acteurs extérieurs

## INTERCOMMUNALITÉS

Appel à la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) pour les travaux de fossés, la plantation de haies, le redécoupage des parcelles.

Intégration des enjeux climatiques dans le PLUI (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal), le PPI (Plan Pluriannuel d'investissement) ou Plan Climat Energie.

## ORGANISMES PUBLICS ou PRIVÉS

Intervention de l'ONF pour gérer les effets du réchauffement sur la forêt (chemins de cloisonnement, plantation d'essences résistantes, sensibilisation) et sensibiliser les habitants aux enjeux du réchauffement.

Aide de la SAUR pour effectuer les travaux sur l'eau.

## ASSOCIATIONS LOCALES

Participation des associations environnementales locales pour sensibiliser la population, et réfléchir avec la commune sur certaines actions possibles (ex. gestion des espaces verts)

## HABITANTS

Implication spontanée des habitants pour la remise en état après les événements ( avec une réserve sur la question de la responsabilité, (cf Supra)

Intégration des habitants dans la réflexion via les comités de quartiers (dans certaines villes très engagées)

## BUREAUX D'ÉTUDE

Etudes de faisabilité pour certaines actions envisagées

# Verbatims : les interventions des acteurs extérieurs



*On est en train de lutter contre les coulées de boues grâce à la GEMAPI en remettant des fossés, en replantant des haies qu'on a déplantées pour faire des parcelles plus petites. (Elu, 1200 hab.)*

*On a l'aide de notre agglomération car elle est très en pointe sur tout ce qui est environnement, on a pris un cabinet expert pour regarder commune par commune quels étaient les endroits où il faisait le plus chaud, les endroits où il fallait renaturer. On a identifié ces points et on a une action corrective, on va replanter, désimperméabiliser. (Elu, 1200 hab.)*

*J'ai fait inscrire dans le PPI la compétence en matière d'habitat pour accompagner la rénovation. (Elu, 70000 hab.)*

*J'entretiens des relations avec l'ONF avec toutes les associations qui sont en prise directe sur tous les sujets environnementaux et forêts et biodiversité, et protection de la biodiversité, par rapport à la forêt (...) il y a une prise de conscience de l'ONF, aussi de nous, des élus, nous, nos actions, c'est de sensibiliser la population à ces risques, de leur faire comprendre pourquoi l'ONF fait ce type d'aménagement, au-delà de l'utilité pour la gestion de la forêt, mais aussi pour prémunir de ces risques. (Elu, 11000 hab.)*

*On avait anticipé ce risque depuis longtemps. Nous sommes prémunis d'une perte de ressources en eau et on est solidaires avec nos voisins, à qui on peut fournir l'eau. On refait des captages, on lutte contre les fuites, on cherche de nouvelles ressources, on mène tout ce travail avec un délégué qui est la SAUR. (Elu, 2400 hab.)*

*On a même créé un événement qui est les rencontres de l'écologie, c'est une fois par an, pendant deux jours, on invite tous les acteurs au niveau communal, régional, à venir rencontrer et animer, à créer des animations, des balades. (Elu, 11000 hab.)*

*Il y a des moyens financiers importants qui sont mis en œuvre par l'intercommunalité avec des élus qui sont très au fait de ces sujets là qui les suivent particulièrement et on est sur des risques qui sont connus de de longue date. Il y a une forme de tradition par rapport aux traditions. Si je puis dire aux Crus de la Loire Donc, il y a des habitudes ( DGS, 16000hab.)*

# ET DEMAIN?

# 04

# Des grands enjeux identifiés pour demain, pour prévenir ou anticiper les risques climatiques

## Sécuriser les ressources en eau

- Garantir un approvisionnement pérenne et de qualité.
- Suggestions : mutualiser de la gestion de l'eau (confier la gestion à une régie / un syndicat extérieur à la commune)

## Préserver et adapter le bâti

- Protéger (Batardeaux; clapets anti-retour; tableaux électriques surélevés)
- Lutter contre le retrait-gonflement des argiles, anticiper les fissures et renforcer les infrastructures.
- Voire détruire et reloger dans les cas extrêmes
- Suggestions : relocaliser les infrastructures menacées

## Gérer les espaces naturels

- Préserver les espaces verts et les adapter au contexte climatique, anticiper et accepter les risques inéluctables (ex recul du trait de côte)
- Suggestions : protéger les arbres, planter d'espèces adaptées au réchauffement,

## Créer des îlots de fraîcheur

- Protéger les populations des épisodes de chaleur, repenser la ville pour la rendre plus supportable en été
- Suggestions : faire des villes plus vertes, étendre la végétalisation, désimperméabiliser...

## Repenser la gouvernance et la gestion des projets

- Trouver les leviers pour répondre aux enjeux techniques et financiers
- Suggestions : renforcer le rôle des intercommunalités, faciliter les démarches, repenser la coordination entre l'ensemble des acteurs, trouver des moyens de financer les projets (quid d'impôts locaux spécifiques ?)

## Face aux défis climatiques, des communes qui doivent anticiper, protéger, s'adapter, mutualiser

Dans les communes n'ayant pas subi d'événement traumatique, les actions climatiques s'inscrivent le plus souvent dans une logique de limitation du réchauffement (pose de panneaux photovoltaïques, compostage, etc.), davantage perçue comme une démarche de transition que comme de la prévention des risques que la commune pourrait subir localement.



*Aujourd'hui quand je donne une autorisation à quelqu'un pour refaire son trottoir, c'est à la condition express que ce ne soit pas imperméabilisé, donc du béton poreux, ce que vous voulez mais non imperméabilisé. (Elu, 1200 hab.)*

*Les essences qui sont remplacées sont des essences qui résistent mieux au réchauffement climatique, c'est un mélange d'essence, avec du fruitier, avec l'épicéa (...) si je reste sur l'arbre, on va dire le patrimoine arboré, tout confondu, puisque c'est une de mes délégations, on a tout mis en œuvre aussi pour protéger les îlots de fraîcheur en ville. (Elu, 11000 hab.)*

*On a une prise de conscience générale sur le réchauffement climatique et la volonté de participer à la diminution de l'émission de gaz à effet de serre. C'est pas lié au recul du trait de côte, je pense que c'est lié au contexte général dans les médias, on n'arrête pas de parler de ça. Le monde agricole est en difficulté, il y a urgence à agir pour lutter contre ce réchauffement climatique. (Elu, 20500 hab.)*

*On pourrait faire des économies en arrêtant de faire des millefeuilles territoriaux avec 15000 instances : la commune, l'interco, les syndicats, le département, la région... Donner plus de moyens financiers pour avoir des agents qui traitent ces questions là, les questions administratives, je pense notamment aux demandes de subventions (...) Créer des impôts locaux qui servent à une cause précise. (Elu, 350 hab.)*

*Il faut revoir la coordination entre les différents acteurs, je parle du millefeuilles territorial, mais aussi des associations, les pompiers, les gendarmes, mieux se coordonner, mieux s'informer, mieux inclure les habitants aussi. (Elu, 350 hab.)*

# La mobilisation des citoyens : un autre enjeu majeur

- Il faut contrer l'inaction des citoyens, les mobiliser le plus tôt possible, pour **qu'ils deviennent des acteurs à part entière de la prévention des risques.**



*J'ai le sentiment que tant que ça ne sera pas devenu le Sahara chez nous, mais en tout cas, on aura pas plus 10 degrés et qu'on ne sera pas dos au mur, on aura du mal à changer nos habitudes! (Elu, 11000 hab.)*

- Pour les élus et les agents locaux, plusieurs types d'actions doivent être mises en place :
  - **de l'information claire, de la pédagogie de proximité**, avec une explication claire des bénéfices des actions de prévention (jouer sur plusieurs registres peut être un levier d'adhésion : par exemple planter des haies ralentit les écoulements d'eau et peut être dissuasif pour les cambrioleurs)
  - de la **sensibilisation auprès élèves et des générations plus jeunes pour ancrer les bons gestes et la conscience des risques**
  - **des leviers d'implications** : les solliciter davantage, capitaliser sur la solidarité locale, revaloriser le bénévolat
  - **des aides concrètes** (financières, matérielles, de l'accompagnement renforcé des populations fragiles)
- Mais les collectivités se heurtent à des freins, notamment le manque de moyens pour mener des « campagnes » de sensibilisation régulières sur le terrain, et le manque d'écoute des messages incarnés par les élus eux-mêmes (trop institutionnels pour certains habitants, notamment dans les grandes communes).



*Mieux inclure les habitants. Ils peuvent être eux aussi acteurs en cas de sécheresse, prévoir par exemple un système de covoiturage pour l'alimentation en eau (...) Le volontariat, le bénévolat, c'est fondamental pour être prêt pour faire face à différentes crises climatiques. Essayer de donner envie aux gens de s'engager dans différentes institutions, la mairie ou autre chose, pour mieux se coordonner face aux aléas climatiques. (Elu, 350 hab.)*

*Planter des haies plutôt que des murs. Et ça protège des cambriolages, essayez de passer une haie de 80 cm d'épineux ! (Elu, 1200 hab.)*

# La mobilisation des citoyens : un autre enjeu majeur

## EXEMPLES D' ACTIONS AUPRÈS DES HABITANTS JUGÉES EFFICACES

- **Mise en place de réunions publiques explicatives juste après un événement, et de dispositifs visibles (bassins de rétention, haies plantées)** : un message bien intégré, puisque délivré immédiatement après les dégats, un écho immédiat, les habitants venant de subir les conséquences de l'événement. Alertes sur l'application locale :
- **Alertes sur l'application** : information passive et concise, sans que les habitants n'aient à se mobiliser.
- **Actions pédagogiques avec l'appui des associations locales** autour des replantations, de la biodiversité et de la gestion de la forêt. Le relais associatif a permis de rendre le message crédible et incarné.
- **Sur la gestion de l'eau**, communication autour des captages, de la lutte contre les fuites et de la recherche de nouvelles ressources. Les habitants ont été attentifs car le sujet touchait leur quotidien immédiat (qualité de l'eau du robinet)
  - Des actions d'information efficaces parce que:
    - **Concrètes et visibles** (infrastructures, plantations).
    - **Portées par des acteurs de proximité** (associations, techniciens).
    - **Directement reliées à une crise ou un enjeu vécu** (inondation, eau potable).

# Les professionnels de l'assurance : un rôle qui apparaît en retrait

- Ils sont rarement évoqués spontanément par les interviewés. Sur relance, ils renvoient à leur rôle de présence post-crise (interventions après certains sinistres pour indemniser, accompagner les habitants sur le plan administratif) : **un rôle de protection individuelle plus qu'un soutien à la commune.**
- **Pourtant, certains acteurs des assurances travaillent en prospective** et disposent d'analyses et d'études sur le changement climatique, ce qui les place comme acteurs de connaissance potentiels à mobiliser.
- **Les élus pourraient attendre d'eux qu'ils s'impliquent davantage dans la prévention et la pédagogie auprès des habitants** : explication des risques, conseils pratiques pour éviter des dégâts matériels trop importants.
- **Mais ils craignent une communication trop technique, et la mise à distance des citoyens** d'un acteur aujourd'hui pas toujours identifié comme « de confiance » pour porter des messages de sensibilisation.
- Par ailleurs, si l'engagement de certains est visible (ex. « bus de la prévention »), d'autres suscitent **une certaine défiance auprès des élus**, .
- Enfin, pour l'interviewé qui les a expérimentés dans le cas d'évènement climatique important, **la différence de traitement** entre les habitants dans l'indemnisation **a soulevé des questionnements.**



**Des acteurs qui peuvent capitaliser sur leur vision prospective pour proposer des partenariats avec les collectivités, à condition qu'ils soient ancrés dans une dimension opérationnelle (actions de terrain, pédagogie auprès des habitants).**

Leurs modalités d'intervention/de prise en charge semblent appeler quelques éclaircissements.

# Verbatims : le rôle des assureurs



*Je pense aux orages, aux incendies, les maisons brûlées, là c'est sûr que les assureurs ont une place conséquente, mais ici on n'a eu ni ouragan ni tempête ni incendie, donc je pense que l'impact de l'assurance, ça pèse pas trop au niveau des citoyens (...) On n'a pas eu de questionnements par rapports à la prise en charge des catastrophes. (Elu, 20500 hab.)*

*Les assurances, elles sont déjà là, mais ça dépend de comment vous négociez votre contrat, c'est autre chose, c'est personnel. (Elu, 350 hab.)*

*Ils font peut-être de la communication ciblée auprès de leurs adhérents bien sûr de leurs clients. Mais au niveau communication institutionnelle je ne vois pas ce qu'on pourrait faire de plus. (Elu, 2400 hab.)*

*Je pense que la Macif a un rôle à jouer en faisant un petit cours sur la plus value du fait de planter : avoir des zones d'ombres, c'est avoir un meilleur sommeil, de l'évaporation d'eau, ça garde la fraîcheur. Que planter des haies ça protège aussi beaucoup plus d'un vol qu'un mur de deux mètres de haut qu'on escalade rapidement. (Elu, 1200 hab.)*

*Les assurances sont très regardantes, à travers leur fédération elles ont une petite cellule d'analyse, d'étude, d'écoute sur ce que veut dire le changement climatique, parce qu'ils savent très bien que ça aura un impact sur le domaine assurantiel. Ils projettent à 10, 15, 20, 30 ans et plus. (...) C'est un des acteurs, c'est une des voix. (Elu, 70000 hab.)*

*Il faut qu'on soit vigilant, associer le public et le privé pourquoi pas, mais si c'est dans une dimension mercantile c'est toujours embêtant. Les assureurs qui ont certaines valeurs sur le sujet ça peut être intéressant (...) On a des partenariats avec des opérateurs privés sur tout ce qui est prévention, accompagnement des personnes dans le logement social, des actions collectives où on fait venir les gens pour parler de la façon d'économiser son budget, l'eau, parce que ça augmente et parce que ça protège la planète. On fait des ateliers et ça marche plutôt pas mal. (DGS, 19000 hab.)*

*J'ai besoin que les assureurs ne soient pas juste là pour cocher des cases RSE. Parce que quand je vois un énorme organisme d'assurance qui vient m'expliquer qu'ils ont des solutions gratuites pour mes école sur le sujet du harcèlement, l'égalité filles-garçons, qui me propose des produits qui ne sont ni faits ni à faire (...), qu'il me dit qu'il est contre la faim dans le monde, je vois pas d'énorme intérêt dans ces documents (...) Je me doute bien que c'était pour cocher le sujet de la responsabilité sociétale des entreprises. (DGS, 19000 hab.)*

*Par contre il y a une assurance qui fait un bus de la prévention qui se balade sur le territoire, voilà un élément qui est très intéressant, qui vient appuyer du service public. (DGS, 19000 hab.)*

*ON s'est retrouvé avec un assureur qui ne souhaitait plus forcément nous faire un contrat et quand on en a cherché d'autres on a assisté à une multiplication par 3 de ce qu'on avait l'habitude de mettre dans notre assurance. Donc aujourd'hui notre inquiétude majeure est que notre sinistralité, on met en place un certain nombre d'actions parce que c'est vertueux et parce que ça va nous permettre d'avoir une assurance digne de ce nom. (DGS, 25000 hab.)*

*On a pris 30% en un an sur un bâtiment( (Elu, 10000 hab.)*

# Verbatims : le rôle des assureurs



*J'ai remarqué que pour les habitants qui ont été sinistrés, il y a eu une grande variable, selon leur milieu d'origine, leur CSP, leur manière de se débrouiller, ils n'ont pas été indemnisés de la même manière, le rapport d'expertise n'a pas été le même, des fois, il y avait 100 000 euros d'écart entre les maisons, il faut vous dire qu'il y a des rapports d'expertise à 20 000 euros, il y a des habitants qui s'en sont satisfaits et il y a d'autres rapports qui sont à plus de 120 000 euros.*

*Il faut vous dire qu'il y a des experts qui sont venus et ils ont dit « Vous avez eu combien de centimètres d'eau ? Vous avez eu 50 centimètres d'eau chez vous ? Écoutez, on va prendre en compte les quatre marches de l'escalier. » Et la maison d'à côté, qui a eu 50 centimètres d'eau aussi, elle a dit « Moi, je veux qu'on me remplace tout l'escalier, pas les quatre marches.*

*Il y a des gens qui ont eu l'électricité de remplacée, d'autres, ils n'ont eu que quatre prises remplacées, électriques, Il y a un socle minimal, mais des fois, le minimal, il est choquant dans ce que j'ai pu voir, alors que c'est des maisons presque mitoyennes.(Elu, 10000 hab.)*

# Au final, un sujet qui peut constituer un enjeu de l'agenda électoral

- **Lorsqu'une commune a vécu un événement traumatique**, le risque devient visible et **politiquement mobilisable**. **Lorsque les élus expriment une forte sensibilité sur le sujet, ils le revendiquent comme un thème à inscrire nécessairement.**
- **Dans les communes moins touchées, la priorité est à l'immédiat, les habitants privilégient les sujets quotidiens** ; le climat est un enjeu au même titre que d'autres sujets (la sécurité, la mobilité, le pouvoir d'achat...), mais la question des risques climatiques n'est pas forcément projetée comme un enjeu électoral à part entière.
- **Le risque climatique peut en revanche devenir un sujet auprès de populations spécifiques** (agriculteurs, riverains en bord de fleuve ou de rivière par exemple) **ou si un nouvel épisode survient** ; la communication d'actions visibles (calendrier, chiffrage, travaux) peut alors augmenter la crédibilité électorale.



*On ne parlera pas de ça, c'est pas un gros sujet pour l'instant. Le sujet dans nos communes, c'est la crise du service public. (Elu, 350 hab.)*

*La prochaine mandature, on va adapter le PLU. Ces contraintes d'abattage d'arbres seront dedans, de replanter des haies. Les continuités écologiques seront encore plus mises en avant, on essaiera de ne plus construire de murs, planter des haies, planter des arbres, tout ça, ce sera des obligations.(...) On changera la couleur de nos revêtements urbains (...) on va demander plus d'avancées sur les toits pour gagner un peu plus d'ombre (...) la protection de certains arbres remarquables. (Elu, 1200 hab.)*

*Oui la prévention sera dans les sujets à traiter : quelle politique de rénovation du patrimoine public, quelle approche de l'urbanisme on va avoir sur les années à venir. (Elu, 70000 hab.)*

*La question du climat va être au cœur d'un certain nombre de politiques publiques, sur le plan éducatif, comment on enseigne, on éduque à la question environnementale les enfants qui nous ont été confiés (...) C'est inscrit, c'était dans notre programme depuis deux mandats, c'est vraiment des choses qui sont aussi au plus haut point, notre maire est vraiment très sensible à tous ces sujets, d'ailleurs, je crois que notre ambition, c'est vraiment d'être une ville durable à tous les niveaux, et d'accompagner tous les modes de vie, les modes de vie durables. (Elu, 11000 hab.)*

# PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

# 06

# Grands enseignements de l'étude qualitative

- Les élus locaux considèrent les **risques climatiques comme incontournables**, mais leur perception varie selon l'expérience : avoir vécu un événement traumatique ancre la mémoire collective, renforce la vigilance et influe sur la priorisation des actions et la gestion des risques. A l'inverse, sans expérience marquante récente, le sujet reste présent mais abordé souvent de façon plus pragmatique, voire parfois un peu distanciée.
- Selon les élus, Les habitants restent davantage focalisés sur les **risques immédiats et tangibles** (sécurité, pouvoir d'achat, santé) que sur les enjeux climatiques, sauf lorsqu'un événement les a directement touchés, ou sauf lorsque leur engagement dans la cause environnementale est particulièrement forte. Les collectivités engagent des actions structurelles (végétalisation, désimperméabilisation, plans communaux de sauvegarde), mais peinent à **mobiliser durablement les habitants** en dehors des crises.
- La **gestion des crises** se traduit par une forte **réactivité locale** et un élan de solidarité, mais la **prévention** se heurte à des freins (financements, lourdeurs administratives, incohérences politiques).
- Les **petites communes** évoquent surtout un **manque de moyens** humains et financiers et dépendent parfois de l'intercommunalité pour instruire des dossiers ou obtenir des subventions ; les **plus grandes** disposent plus facilement d'expertises dédiées au sein de leurs équipes, de budgets plus importants, ce qui leur permet d'intégrer la prévention des risques dans les politiques locales et de participer aux démarches intercommunales (mise en place d'un PCAET, intégration des éléments dans un PLU...).
- La coopération avec des **acteurs extérieurs** (intercommunalités, ONF, associations, services techniques, parfois assureurs) est jugée nécessaire pour anticiper et mutualiser les moyens.
- Le rôle des **assureurs** est décrit comme **réactif et individuel** (indemnisation avec des questionnements qui peuvent perdurer), alors qu'ils sont perçus comme pouvant contribuer davantage à la prévention et à la pédagogie.
- Sur le plan électoral, les **risques climatiques deviennent un enjeu** là où des événements marquants ont laissé une empreinte durable ; ailleurs, ils restent concurrencés par d'autres priorités locales (sécurité, services publics, pouvoir d'achat et coûts du quotidien).